

Rétrospective de la décennie: l'Europe

28/12/2009



Pierre Defraigne, Executive Director de Madariaga-College of Europe

Nous avons demandé à huit personnalités de parcourir pour nous la décennie qui s'achève, et de choisir trois noms, trois dates, trois tendances qui auront marqué ces 10 ans. Et de décerner un "coup de chapeau" et un "coup de griffe". Pour "l'Europe", nous avons fait appel à Pierre Defraigne, Executive Director de Madariaga-College of Europe Foundation.

Trois tendances marquantes de la décennie

Populisme et protectionnisme

Le renoncement du politique à maîtriser le marché globalisé qui devient l'arbitre des régimes sociaux et fiscaux, a conduit graduellement à un ralentissement de la croissance et à la montée des inégalités et de l'exclusion dans nos sociétés de plus en plus métissées. Fait politiquement inquiétant, la précarité remonte insidieusement dans la classe moyenne. Attentif aux besoins quotidiens des citoyens-consommateurs et des citoyens-victimes, médiatiquement très rentables, le monde politique s'en remet pour gérer l'économie aux instances internationales et européennes. Celles-ci souvent impuissantes et éloignées du citoyen font une place trop grande au marché et en particulier à la finance dont la puissance pourtant tellement fragile et la complexité souvent plus nuisible qu'utile, intimident ou séduisent "le pouvoir-Europe". C'est la réalité de la démocratie qui se joue ici. Populisme sécuritaire, antichambre de l'autoritarisme, et protectionnisme porteur de conflits internationaux sont derrière le coin de la rue.

Le désintérêt des citoyens

Les citoyens, pourtant convaincus de la pertinence de la dimension européenne pour traiter les enjeux de notre temps, se désintéressent du débat européen tellement complexe et tellement codé. La baisse régulière du taux de participation à l'élection du Parlement européen (de 63% à 43% entre 1979 et 2009) en est un symptôme indiscutable. Le Parlement européen, dont les compétences et les pouvoirs ne cessent de croître, ne parvient pas à connecter l'UE et le citoyen. Pris en ciseaux entre les consignes des capitales nationales et l'intrusion des lobbies, il s'avère incapable de porter un discours politique intelligible pour le citoyen. Derrière la façade des groupes politiques sévit en effet la balkanisation des délégations nationales. Les élargissements récents en enrichissant l'UE à terme, compliquent singulièrement l'identification du citoyen à l'Europe qu'il n'aperçoit plus qu'au travers du prisme national. Une Europe sans frontières peut-elle d'ailleurs susciter un "démos" européen ?

L'intergouvernementalisme

En revanche, avec l'UE-27, l'intergouvernementalisme est de retour. La machine diplomatico-bureaucratique fonctionne à plein régime sous la houlette de présidences semestrielles tantôt ternes ou malchanceuses, tantôt activistes ou servies par les événements – ou sachant s'en servir comme l'a brillamment démontré, à l'automne 2008, le président Sarkozy dont le faire-valoir l'emporte encore sur le savoir-faire. Il n'importe, courant sur son erre, l'UE donne l'impression d'une activité soutenue dont le contenu réel est souvent modeste et imperceptible pour le citoyen malgré la communication qui déferle sur les médias. Théâtre d'ombres ? Politique en trompe l'œil ? L'UE n'est-elle pas devenue, faute d'un discours politique porteur de synthèse et de sens, l'outil de l'aliénation du citoyen ? Nos partenaires étrangers s'interrogent sur la force réelle de l'Europe qui embrasse tant et étreint si peu : la Chine, les Etats-Unis ou la Russie regardent avec une lueur croissante de scepticisme cette UE vouée par l'unanimité à réagir faute d'impulser.

Trois personnes

Javier Solana



Javier Solana, infatigable arpenteur du monde et pionnier de la première décennie de la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE, a révélé l'immense ampleur d'une tâche sans moyens adéquats, mais a porté la promesse d'innombrables progrès en gestation. La barbe de trois jours, la voix sourde et le regard pétillant et sage auront été pendant dix ans le visage d'une Europe très présente au monde mais souvent vouée de son propre choix à l'impuissance.

EPA

Accoucheur obstiné, il a, avec les moyens du bord, construit les consensus nécessaires pour voter en bloc aux NU et souvent assurer la paix sur le terrain de lointains conflits. Mais une Europe sans défense propre, dont les trois plus grands Etats poursuivent leurs jeux de rivalité d'intérêts et d'image d'un autre temps, et surtout condamnée à l'unanimité pour agir ne sera jamais prise au sérieux et réduite à s'élargir pour exister.

Jean-Claude Trichet

Après Alexandre Lamfalussy père de l'Institut Monétaire Européen et Wim Duisenberg son prédécesseur, Jean-Claude Trichet a mis la BCE sur l'orbite de la crédibilité, atout sans prix pour une banque centrale. Sous sa houlette, l'Inflation courante a été maîtrisée avec une grande économie de moyens et s'il est une voix européenne dans l'univers de la finance, c'est la sienne. Son autorité n'arrive toutefois pas à pallier les faiblesses endémiques de l'eurozone : la maîtrise insuffisante des déficits publics avant la crise, le défaut de surveillance de l'inflation des actifs financiers et immobiliers, l'absence de prise en compte des risques macro-prudentiels, les ambivalences de la non politique de change face à la dépréciation du dollar. Une Europe monétaire désarmée devant un choc de la demande globale par défaut d'instruments et dépourvue de mécanismes de solidarité entre Etats devant la crise, doit redouter le pire.

La reine Elisabeth II

La reine Elisabeth II en visite à la London School of Economics, s'étonne de ce qu'il ne se soit trouvé aucun économiste pour avoir prévu la crise financière qui a provoqué la chute de la Livre, un déficit abyssal et la nationalisation de deux banques. Son ingénuité -feinte ou réelle- illustre le désarroi de la Grande-Bretagne après les excès de l'idéologie néolibérale de l'ère Thatcher-Blair. La Reine, réduite à lire le discours du trône, et les Royals instrumentalisés dans la promotion de UK inc. sont emblématiques du basculement de

l'Empire industriel qui a jadis dominé le monde, vers l'Empire virtuel de la City, des services éducatifs et audio-visuels, de l'alliance américaine vers l'allégeance à Bush dans la guerre d'Irak, des promesses d'engagement européen de Blair vers les dérobades du même devant les référendums sur l'euro et la Constitution européenne. Elisabeth II symbolise l'Angleterre de Whitehall qui s'emploie obstinément à placer l'UE à contretemps de l'Histoire.

Trois dates

1er janvier 1999

L'euro entré en vigueur le 1 janvier 1999, marque l'aboutissement du marché unique de 1992 puisqu'il abolit les coûts de transaction monétaires dans les échanges et les flux financiers. Il est aussi l'outil d'une politique macro-économique qui prévient l'inflation et doit mettre l'Eurozone à l'abri des chocs extérieurs. Le bilan de l'euro est toutefois mitigé : d'un côté il facilite bien la libre-circulation en Europe, fournit un ancrage aux monnaies des Etats voisins de l'eurozone et fait son chemin dans les transactions internationales et dans les réserves des banques centrales. De l'autre, parce que la dynamique de l'intégration s'est arrêtée à un Pacte de Stabilité et de Croissance, trop restrictif et mal respecté dès lors que la menace de dévaluation ne contraint plus la gestion budgétaire des Etats, l'eurozone reste dépourvue d'une gouvernance effective, n'a toujours pas de véritable politique macro-économique et n'est pas encore représentée au FMI. L'eurozone piétine.

1er mai 2004

L'élargissement de l'UE a d'abord été un expédient pour parer la menace de chaos, pas un grand projet européen pour le continent. Celui-ci reste à construire. Pari réussi. Mais à quel point ? Et à quel prix ? Une accession-éclair a fourni les institutions démocratiques et le cadre de l'économie de marche. L'adhésion en bloc a maintenu liaisons et équilibres entre nouveaux venus en les dotant des mêmes règles du jeu. Des questions resurgissent pourtant : pourquoi leur avoir chichement mesuré l'aide financière les contraignant à jouer des bas salaires et des faibles taxations pour attirer l'investissement étranger ? Combien de temps prendra l'appropriation véritable par ces pays de ces institutions et de ces législations adoptées sous la dictée ? Avons-nous pris la peine d'intégrer leur propre contribution à la pensée commune ? L'élargissement `sans frontières n'a-t-il pas été instrumentalisé par le Royaume-Uni pour tenir en échec l'Europe-puissance ?

1er décembre 2009

Le Traité de Lisbonne, ultime avatar d'une Constitution osée par la Convention de 2003, convoquée par Guy Verhofstadt et animée par le trio VGE-Jean-Luc Dehaene-Amato, a fait d'un autre Premier ministre belge, Herman Van Rompuy, le premier Président du Conseil européen, un signe de la vitalité européenne de notre pays. Il sécurise davantage un acquis qu'il n'ouvre une percée : les progrès sont modestes voire différés jusqu'en 2014 pour la majorité qualifiée et la taille de la Commission. Mais il peut fournir le cadre d'un projet européen plus ambitieux si un leadership politique se dégage pour en exploiter toutes les virtualités notamment, le droit d'initiative citoyenne, la clause-passerelle et les coopérations renforcées. Les grands chantiers de l'UE sont devant nous : la gouvernance de l'euro, le climat, l'innovation, la défense, l'harmonisation fiscale. Passer outre l'obstacle de l'unanimité va exiger une énergie et une créativité politiques trop rares aujourd'hui dans l'UE-27.

Le coup de chapeau: A tous ceux qui sauvegardent l'environnement

Il va au Giec, aux Verts qui les premiers ont porté la cause de l'environnement, à la société civile, aux négociateurs européens de Copenhague et à tous les hommes de bonne volonté qui acceptent, pour faire place au développement légitime de l'Afrique, de l'Asie y compris la Chine, de l'Amérique latine sans dégrader gravement leur milieu naturel et sans engager le monde dans une course dangereuse aux réserves d'énergie-carbone, que nous changions radicalement nos modes de vie.

Les neuf milliards d'hommes et de femmes que comptera la planète en 2050, auront droit à une même part des ressources parce que tous les êtres humains sont égaux en dignité et que cela doit bien vouloir dire quelque chose de concret au niveau de l'existence quotidienne. Les pays du nord apparaissent comme la noblesse de l'Ancien Régime.

La nuit du 4 août de l'abolition des privilèges climatiques a commencé à Copenhague. Elle sera très longue.

Coup de griffe: à la pensée dérégulatrice

En important l'instabilité financière de Wall Street, l'UE a failli à son devoir de protection.

Le discours populiste à la Sarkozy sur la cupidité des banquiers détourne l'attention des véritables causes d'une crise financière inscrite dans la logique implacable du capitalisme de marché : le défaut de régulation et son mauvais fonctionnement.

Oser contenir la finance et l'asservir strictement aux besoins de l'économie réelle c'est lui faire porter tout le poids du risque, en recloisonnant les métiers, en l'assujettissant à l'impôt, en mettant les paradis fiscaux à la raison, le cas échéant en contrôlant les flux de capitaux.

La crise doit beaucoup à la pensée dérégulatrice d'origine anglo-saxonne qui sévit dans nos universités, nos milieux d'affaires, la presse financière, les consultants.

La crise est le produit de la pensée unique néolibérale qui a gagné jusqu'à la gauche. Or là où cesse le doute, là où l'esprit de résistance vient à manquer, cesse l'Europe.

Une tendance pour les 10 ans à venir

La cohésion sociale et la paix seront les enjeux de la décennie

D'un côté, l'Europe aborde une phase longue de croissance lente qui l'amènera à repenser son modèle social pris dans la double nasse de l'endettement public et du vieillissement, et confronté à la dissociation croissante du capital "déterritorialisé" investi avec profit au-dehors et du travail fixé au territoire et exposé au chômage. De l'autre la nouvelle donne énergétique et climatique la contraindra à des choix radicaux sur ses modes de production et de consommation. Enfin, elle va fonctionner dans un monde où de grandes puissances continentales comme les BRIC vont compter de plus en plus.

La parenthèse européenne ouverte à la Renaissance a commencé à se refermer. L'Europe devra déterminer si elle accepte le risque d'un monde multipolaire ou si elle préférera se réfugier dans le giron américain devenu moins sûr, et si elle entreprendra de donner à ce monde une assise multilatérale forte fondée sur le droit. La cohésion sociale et la paix sont les enjeux de la décennie.